



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Logement d'abord - Etude-action pour la mobilisation du parc privé à vocation sociale aux fins de loger les ménages en difficulté - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ADAGES pour l'année 2020 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan national pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue en mars 2018, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan gouvernemental logement d'abord. Une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue en date du 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle détermine les priorités communes d'intervention et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

L'axe 2 du plan d'action Logement d'abord de Montpellier Méditerranée Métropole prévoit le développement de l'offre de logements accessibles aux ménages dont la situation sociale rend difficile l'accès ou le maintien dans un logement, au regard d'une situation métropolitaine de forte tension dans le parc locatif qu'il soit public ou privé.

Une étude action a été engagée en 2019 par l'Association Départementale d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés (ADAGES), avec le soutien financier de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Fondation Abbé Pierre. Elle vise l'étude des conditions d'une meilleure production de logements sociaux ou très sociaux dans le parc privé sur le département de l'Hérault, incluant l'élaboration de pistes pré-opérationnelles.

Montpellier Méditerranée Métropole, impliquée dans ce travail depuis le démarrage est sollicitée pour contribuer avec la CAF au financement de la prolongation de la démarche, sur 9 mois (mai 2020 à janvier 2021), afin d'aboutir à des propositions très concrètes potentiellement applicables immédiatement.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole, qui est proposée à hauteur de 3 840 €, doit permettre à la Métropole de préfigurer une action de captation de logements à vocation sociale dans le parc privé, pour les proposer à des ménages en difficulté via des opérateurs associatifs agréés par la Préfecture au titre de la maîtrise d'ouvrage d'insertion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider d'attribuer une subvention d'un montant de 3 840 € à l'ADAGES ;
- d'approuver le projet de convention afférent, qui fixe notamment les conditions de versement de la subvention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149843-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION LDA ETUDE ADAGES 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.